

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 393 / Juin 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} TRIMESTRE 2023

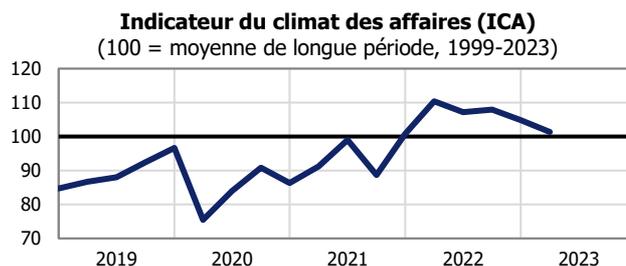
L'économie calédonienne confrontée à des perspectives moins favorables

L'indicateur du climat des affaires confirme sa baisse

L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) se replie au 1^{er} trimestre : il perd 3,4 points pour s'établir à 101,4. Depuis son point haut au 3^e trimestre 2022 (110), l'ICA a progressivement baissé pour converger vers sa moyenne de longue période.

Après un environnement économique plutôt favorable en 2022, les indicateurs du premier trimestre 2023 semblent moins bien orientés : les perspectives d'activité et d'investissement des entreprises sont moins optimistes tandis que l'indice des prix à la consommation reste élevé, malgré une dynamique inflationniste qui ralentit. Toutefois, l'emploi privé se stabilise à un niveau élevé et la consommation des ménages confirme sa résilience.

Au 1^{er} trimestre, la « **composante future** » et la « **composante passée** » expliquent conjointement le repli de l'indicateur. Il s'agit d'une rupture avec les trimestres précédents. Les entreprises interrogées anticipent en effet une baisse de l'activité au prochain trimestre. Elles sont également plus nombreuses à constater une dégradation de leur activité le trimestre passé. De même, les tensions inflationnistes continuent d'affecter la trésorerie des entreprises et nourrissent des craintes relatives à l'érosion du pouvoir d'achat des consommateurs. Les entreprises sont toujours confrontées à une situation complexe : prix des intrants élevés, difficultés de recrutement dans certains secteurs, revendications de hausses salariales visant au maintien du pouvoir d'achat et désormais baisse de leur activité.

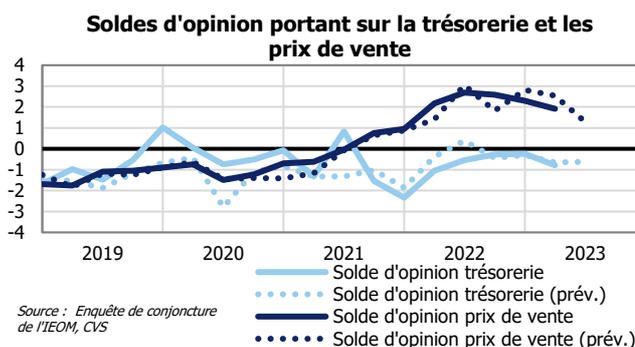


Source : IEOM, enquête de conjoncture

Les entreprises anticipent une stabilisation de leurs prix de vente

Au 1^{er} trimestre, le solde d'opinion portant sur la trésorerie des entreprises se dégrade après plusieurs trimestres d'amélioration en 2022. Ce solde est en revanche stable pour le trimestre à venir.

Les soldes d'opinion sur les prix de vente passés et anticipés sont à la baisse, tout en restant supérieurs à leur moyenne de long terme. En effet, bien que très peu d'entreprises déclarent réduire leurs prix de vente, le nombre d'entreprises interrogées déclarant ne pas avoir augmenté leurs prix ce trimestre est en revanche en hausse. Elles sont également moins nombreuses qu'au trimestre précédent à anticiper une hausse des prix au prochain trimestre.

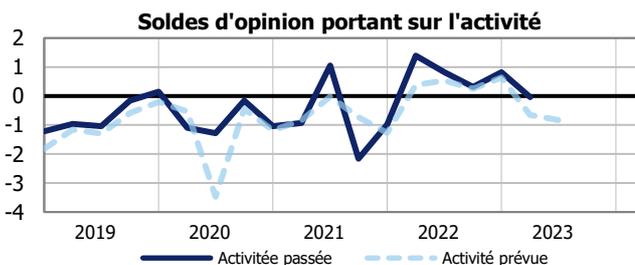


Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS

Les entreprises constatent et anticipent un ralentissement de leur activité

Le solde d'opinion portant sur l'activité passée se replie nettement au 1^{er} trimestre 2023 pour s'établir à sa moyenne de longue période, après un 4^e trimestre 2022 en légère hausse. Il témoigne d'une récente décélération de l'activité des entreprises interrogées.

Les entreprises anticipent également une légère dégradation de leur activité pour le prochain trimestre. Bien que le solde d'opinion portant sur l'activité prévue au prochain trimestre ne diminue que modérément par rapport à celui du trimestre précédent, il confirme la tendance amorcée au dernier trimestre 2022 et illustre un manque de visibilité à court terme.



Les entreprises restent prudentes sur leurs perspectives d'investissement

Au 1^{er} trimestre 2023, la production totale de crédits aux entreprises (hors découverts) se dégrade nettement en rythme trimestriel (-32,4 %) mais demeure supérieure à son niveau du 1^{er} trimestre 2022 (+4,0 %). Cependant, les crédits octroyés aux sociétés non financières sont en recul, tant trimestriellement (-46,3 %) qu'annuellement (-5,6 %).

La majorité des entreprises reste prudente sur les prévisions d'investissement à 12 mois. Ce solde d'opinion se redresse très légèrement ce trimestre après quatre trimestres consécutifs de baisse mais continue d'évoluer en deçà de sa moyenne de longue période.

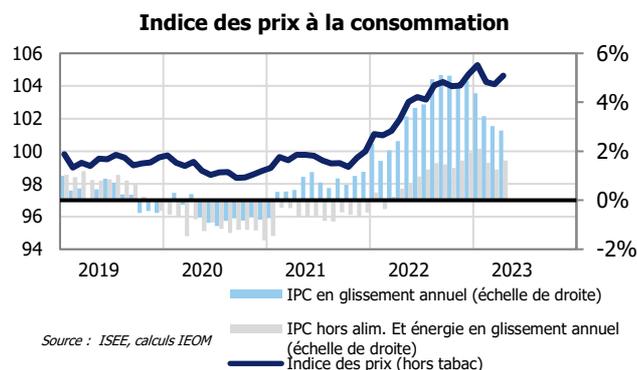


Source : IEOM, enquête de conjoncture

Les tensions inflationnistes perdurent et sont nourries par les prix de l'alimentation

Au 1^{er} trimestre 2023, l'indice des prix à la consommation (IPC) baisse légèrement (-0,4 pt), après une hausse au trimestre précédent (+0,5 pt). Cette baisse s'explique par la poursuite du repli du prix de l'énergie pour le second trimestre consécutif (-3,5 pt au T1 2023). Le prix de l'alimentation est en revanche encore orienté à la hausse (+1,3 pt).

En glissement annuel, l'inflation ralentit à 3,0 % en mars (après 4,9 % en décembre). Les hausses de prix restent particulièrement importantes pour l'alimentation (+6,8 %) et l'énergie (+6,4 %). L'inflation sous-jacente (calculée en excluant les postes énergie et alimentation de l'IPC) s'établit à 1,3 % mars (1,3 %).

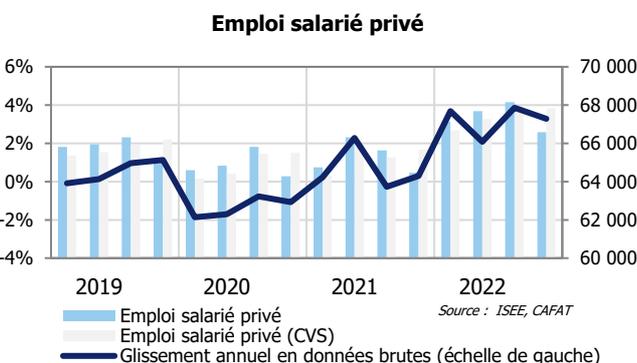


Source : ISEE, calculs IEOM

L'emploi se stabilise à un niveau élevé

L'enquête de l'ISEE au 4^e trimestre 2022 indique une légère contraction de l'emploi salarié privé (-2,3 % sur 3 mois en données brutes, mais +0,1 % en données CVS). Cette baisse en données brutes s'explique par un effet saisonnier au dernier trimestre.

Le solde d'opinion sur les prévisions d'effectifs se dégrade légèrement pour le 1^{er} trimestre 2023 : davantage d'entreprises envisagent de réduire leurs effectifs, même si la grande majorité des entreprises interrogées n'envisage ni recrutement, ni licenciement. Ces anticipations pourraient indiquer une stabilisation, voire un retournement du marché de l'emploi.



Source : ISEE, CAFAT

Les créances douteuses sont en hausse

À un horizon de 12 mois, 18 % des entreprises interrogées craignent une défaillance (contre 23% le trimestre précédent). Le taux de cessation d'entreprises reste quant à lui inférieur à sa moyenne d'avant-crise (2,4 % contre 3,1 % en moyenne de 1999 à 2019). En revanche, le taux de créances douteuses est en hausse au 4^e trimestre 2022 (+0,47 pt) et sur un an (+0,60 pt) et s'établit à 4,8 %, au-dessus de sa moyenne de longue période.

La consommation des ménages confirme sa résilience

Alors que l'inflation ralentit au premier trimestre 2023, la consommation des ménages continue d'afficher sa résilience : sur le premier trimestre, les transactions par carte (paiements et retraits de billets) sont supérieures de 7,3 % à celles du 1^{er} trimestre 2022. Les professionnels s'inquiètent toutefois de l'érosion du pouvoir d'achat des consommateurs et de changements dans leurs habitudes de consommation en réaction à l'augmentation des prix (alimentaires notamment).

La production de crédits à la consommation diminue (-10,6 % sur trois mois) pour le troisième trimestre consécutif. Les immatriculations de véhicules particuliers neufs sont en baisse (-5,5 % sur un trimestre, données CVS), après une bonne année 2022. La demande se réduit également sur le marché de l'occasion (- 5,7 % sur un trimestre, données CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont en légère hausse au 1^{er} trimestre. Le nombre de personnes physiques interdites bancaires progresse légèrement par rapport au trimestre précédent (+1,4 % et +5,2 % sur un an glissant). Il est désormais très proche de la moyenne trimestrielle de l'année 2019 précédant la crise sanitaire. Les incidents de paiement sur chèques et les retraits de cartes bancaires sont orientés à la hausse (respectivement +8,8 % et +17,0 % sur le trimestre), hausse à relativiser en raison des niveaux faibles enregistrés tout au long de l'année 2022.

Des importations en forte hausse

Au 1^{er} trimestre 2022, la balance commerciale se dégrade. La valeur des exportations représente 69,7 % des importations (en données CVS) contre 75,1 % le trimestre précédent et 79,7 % au premier trimestre 2022.

Les importations enregistrent une hausse significative en valeur (+17,7 % sur un trimestre et +24,4 % sur un an glissant, CVS). Ce sont principalement les importations de bien énergétiques qui tirent la valeur des importations vers le haut (+46,0 % sur un trimestre, CVS) et qui représentent 36,1 % du total des importations.

Les exportations augmentent également en valeur mais dans une moindre proportion (+9,2 % sur un trimestre et +8,7 % sur un an, CVS).

Des situations sectorielles dégradées

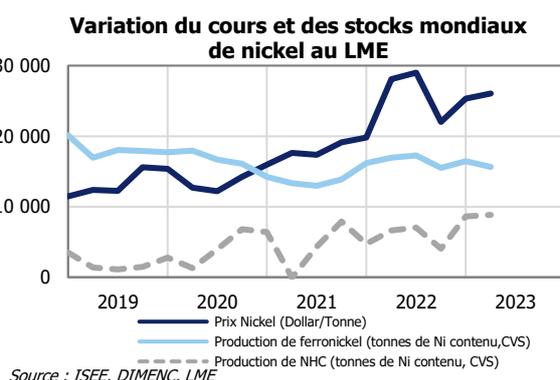
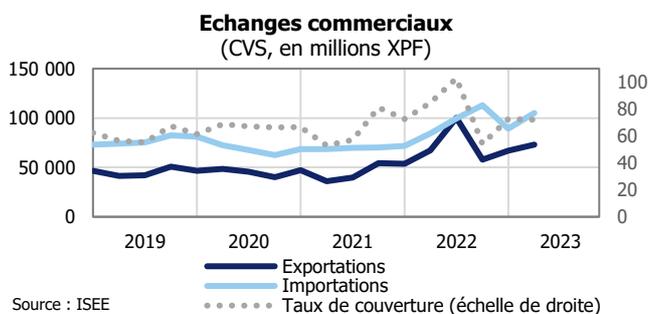
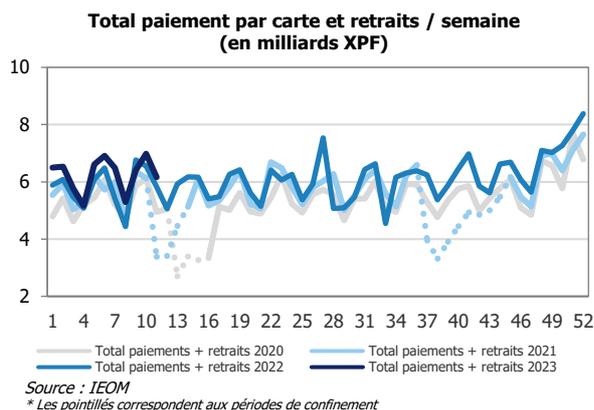
L'extraction minière en progression, la production métallurgique hétérogène

Le cours du nickel est en légère hausse de 2,8 % après avoir nettement rebondi au 4^e trimestre 2022 (+14,3 %). Parallèlement, les stocks de nickel répertoriés au LME continuent de baisser (- 15,5 % par rapport au trimestre précédent et -46,4 % sur un an).

Au premier trimestre, l'extraction minière progresse de 10,2 % sur trois mois et de 36,2 % sur un an, en raison notamment de conditions météorologiques plus favorables qu'en 2022.

La situation est cependant moins favorable pour le ferronickel : la production de ferronickel se contracte de - 13,2 % sur trois mois et de - 8,7 % sur un an. Cette situation pourrait s'expliquer par le contexte social tendu à la SLN tandis que les équipes de KNS sont intervenues sur le deuxième four de l'usine du Nord afin d'en inverser la polarité. En revanche, la production de NHC est en nette progression (+38,1 % sur trois mois et +33,7 % sur un an).

Logiquement, ces variations expliquent la baisse des exportations de ferronickel (-5,8 % en volume par rapport au 4^e trimestre, et - 0,8 % en valeur, les cours exportés étant plutôt orientés à la hausse). Les exportations de NHC sont quant à elles orientées à la hausse en volume (+29,9 % sur trois mois et +72,1 % sur un an).

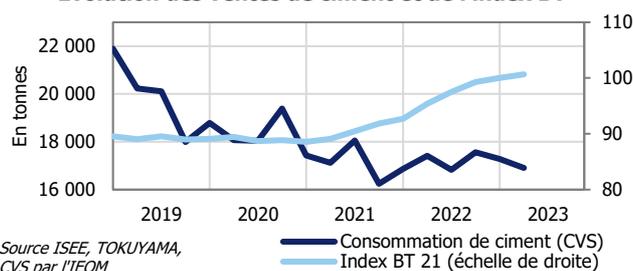


Le secteur du BTP fait face à une activité ralentie

Le solde d'opinion lié à l'activité se dégrade nettement au 1^{er} trimestre et les ventes de ciment régressent sur la période (- 2,2 % CVS). Elles oscillent depuis 2021 autour d'un plancher de 17 000 tonnes par trimestre (CVS), loin des niveaux qui prévalaient avant 2019.

Les prix des matériaux de construction poursuivent leur hausse, bien que celle-ci ralentisse depuis deux trimestres (+0,7 % sur le trimestre et +5,5 % sur un an pour l'index BT 21). Cette hausse pèse sur les entreprises, notamment sur celles qui ne peuvent la répercuter à leurs clients (souvent pour des raisons contractuelles).

Evolution des ventes de ciment et de l'index BT



La reprise touristique internationale marque le pas

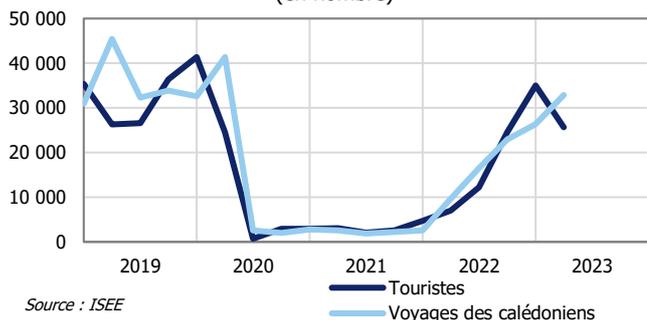
Au 1^{er} trimestre, la reprise de l'activité touristique marque le pas. En effet, les attaques de requins et la fermeture des plages au cours du 1^{er} trimestre ont eu un impact sur la confiance des acteurs du secteur.

Le nombre de touristes se contracte de 26,7 % sur un trimestre. 25 679 touristes ont ainsi séjourné en Nouvelle-Calédonie au 1^{er} trimestre 2023. Le nombre de Calédoniens sortant du territoire est quant à lui en nette hausse (+24,7 % sur un trimestre) et atteint presque son niveau d'avant-crise covid-19 (le 1^{er} trimestre 2022 représente 91 % du niveau trimestriel moyen de 2019). Ce trimestre, la hausse du nombre de touristes japonais arrivant sur le territoire se confirme, et contraste avec la contraction du nombre de touristes australiens, néo-zélandais ou métropolitains. Cependant, le nombre de touristes japonais ne représente que 24,5 % du niveau du premier trimestre 2019.

Le trafic aérien interne se contracte légèrement avec 118 209 passagers en données brutes (-7,6 % par rapport au quatrième trimestre). Depuis le T4 2022, le trafic aérien international est revenu à son niveau d'avant-crise covid-19.

Le 1^{er} trimestre 2023 confirme la reprise du tourisme de croisière en Nouvelle-Calédonie, 34 paquebots et 94 556 croisiéristes (+56,6 % sur trois mois) ont ainsi fait escale sur le territoire. C'est 80,3 % du niveau du premier trimestre 2020.

Touristes (en nombre)



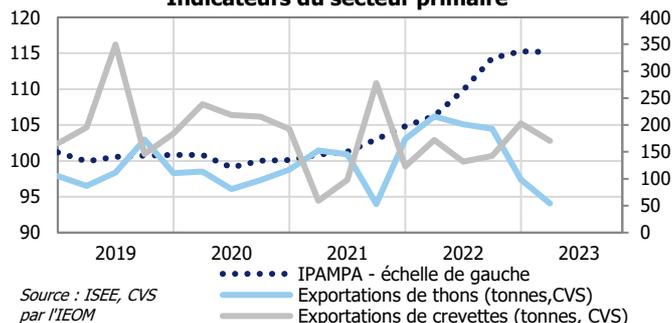
Le coût des intrants agricoles se stabilise mais la production est pénalisée par les conditions météorologiques

Au 1^{er} trimestre, le coût des intrants se stabilise : l'IPAMPA (Indice mensuel des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) stagne (-0,1 pt sur trois mois pour atteindre 115,2) après une faible hausse au trimestre précédent (+1,0 point).

La Nouvelle-Calédonie est toujours affectée par une pluviométrie très élevée au premier trimestre 2023 (phénomène La Nina). La saison chaude, habituellement peu favorable, couplée aux mauvaises conditions climatiques, a fortement impacté la production locale (agrumes notamment), d'où le nécessaire recours aux importations. Les entreprises jugent moins défavorablement leur activité du trimestre passé qu'au trimestre précédent. En revanche, elles sont pessimistes sur le trimestre à venir.

Les indicateurs de la filière élevage restent contrastés (+13,6 % pour les abattages de bovins CVS et -1,1 % pour les abattages de porcins CVS sur le trimestre). Les exportations de produits de la pêche et de l'aquaculture sont en baisse. Les exportations de thons chutent à 48,7 tonnes exportées (-34,2 % en données CVS), les exportations de crevettes reculent à 128,6 tonnes exportées (-15,8 % en données CVS). Les tonnages débarqués par les palangriers sont en repli pour le troisième trimestre consécutif (- 9,4 % après -8,3 %, données CVS). Sur un an glissant, les tonnages débarqués par les palangriers sont en contraction de -27,3 %.

Indicateurs du secteur primaire



L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE RESTE RESILIENTE MALGRE LA PERSISTANCE DE NOMBREUSES INCERTITUDES

La croissance économique mondiale s'est établie à 3,4 % en 2022, selon les estimations publiées par le FMI en avril. Pour l'année 2023, la hausse du PIB devrait ralentir pour atteindre 2,8 % selon le scénario de référence du FMI. L'inflation mondiale devrait ralentir pour s'établir à 7,0 % en 2023 sous l'effet d'un recul des prix des produits de base. L'inflation sous-jacente diminuerait toutefois plus lentement. Le risque de dégradation des perspectives reste élevé, notamment si les perturbations du secteur financier, enregistrées début 2023, s'amplifient au cours de l'année. La persistance des tensions géopolitiques pourrait par ailleurs avoir de nouvelles conséquences sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie alors que la capacité des autorités budgétaires à relever de nouveaux défis est davantage limitée au regard de leurs niveaux d'endettement.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,3 % au premier trimestre 2023, en glissement trimestriel, après une hausse de 0,6 % au quatrième trimestre 2022. Ce ralentissement reflète la diminution des investissements dans les stocks malgré une accélération de la croissance de la consommation privée (+0,9 % après +0,3 % au trimestre précédent). Sur l'ensemble de l'année 2023, le FMI anticipe une augmentation du PIB de 1,6 %.

Dans la zone euro, l'activité économique s'est contractée de 0,1 % au premier trimestre 2023 soit la même variation qu'au trimestre précédent. Si la baisse marquée des importations (-1,3 %) a contribué positivement à l'évolution du PIB, elle n'a pas permis de compenser entièrement la contraction de la consommation des ménages (-0,3 %) et des administrations (-1,6 %) alors que le taux d'inflation, bien qu'en baisse, reste élevé (6,9 %). Le taux de chômage continue, quant à lui, de reculer dans la zone pour s'élever à 6,5 % à fin mars 2023. Selon les prévisions du FMI, le PIB pourrait croître de 0,8 % sur l'ensemble de l'année.

D'après l'Insee, le PIB de la France a progressé de 0,2 % après une croissance nulle au quatrième trimestre 2022. Cette évolution positive s'explique principalement par la baisse marquée des importations (-2,8 %) alors que les exportations reculent plus modérément (-0,2 %). La consommation des ménages est pour sa part restée quasi stable (+0,1 %) alors que l'investissement se replie nettement (-0,8 %). Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,6 % en 2023. Si l'incertitude entourant cette prévision demeure, la probabilité d'une récession apparaît désormais très réduite.

Au Japon, le PIB a rebondi pour enregistrer une hausse de 0,4 % au premier trimestre 2023 après une croissance nulle au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par une augmentation de la consommation des ménages (+0,6 %) et de l'investissement des entreprises (+0,9 %) alors que les exportations ont très nettement reculé sur le trimestre (-4,2 %). Le FMI table sur une progression du PIB de 1,3 % sur l'ensemble de l'année 2023.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,9 % en 2023. L'activité serait particulièrement dynamique en Chine (+5,2 %) et en Inde (+5,9 %), à l'inverse du Brésil (+0,9 %) et de la Russie (+0,7 %) où elle serait nettement moins bien orientée.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 12 juin 2023.

L'INFLATION RALENTIT MAIS RESTE A DES NIVEAUX ELEVES DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

En ce début d'année 2023, l'accalmie sur les prix de l'énergie a contribué au ralentissement de l'inflation mondiale. Malgré cela, les cibles fixées par les banques centrales ne sont toujours pas atteintes. Ces dernières ont donc poursuivi le resserrement monétaire. Dans ce contexte, le FMI a révisé à la baisse sa prévision de croissance du PIB mondial pour l'année 2023, passant d'une estimation de +2,9 % en janvier 2023 à +2,8 % en avril, mais pas pour les pays du Pacifique. Ainsi, selon l'institution, l'Australie devrait voir son activité économique progresser de 1,6 % sur l'année (contre une baisse de 0,3 % estimée en octobre 2022), la Nouvelle-Zélande de 1,1 % (contre -0,8 % précédemment) et l'Indonésie de 5,0 % (après une estimation de croissance nulle).

L'**Australie** a affiché une croissance de 2,7 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2022 et de 3,7 % sur l'année. Les prix à la consommation ont ralenti, +7,0 % en mars 2023 après 7,8 % au trimestre précédent. Le marché du travail est resté en tension, avec un taux de chômage stable à 3,5 % et des salaires en hausse de 3,3 % sur l'année. La Reserve Bank of Australia a augmenté ses taux à deux reprises de 25 points de base au cours du premier trimestre 2023 : le Cash rate s'établit désormais à 3,60 %.

Le PIB **néo-zélandais** a augmenté de 2,4 % en glissement annuel entre décembre 2021 et décembre 2022. Cette hausse s'explique par un dynamisme de l'activité dans le secteur des transports (+12,1 %) et de la santé (+9,5 %). L'inflation a décéléré comme l'illustre la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) au premier trimestre 2023, +6,7 % en glissement annuel contre 7,2 % au quatrième trimestre 2022. Cependant le pays a été touché en février par un cyclone ayant fait des dégâts importants. La demande de ressources du secteur du BTP nécessaire pour la reconstruction pourrait alors entraîner des pressions inflationnistes sur certains intrants dans les mois à venir. Afin de ramener l'inflation vers une cible comprise entre 1 et 3 %, la Reserve Bank of New Zealand a poursuivi sa politique de resserrement monétaire en augmentant son taux directeur : une hausse de 50 points de base le 22 février, portant le taux directeur à 4,75 %.

L'**Indonésie** a affiché une croissance solide, +5,0 % au premier trimestre en glissement annuel grâce au secteur des transports et du stockage (+15,9 %). L'inflation a ralenti, s'établissant à 5,0 % en glissement annuel en mars, après 5,5 % au dernier trimestre de l'année 2022. La Bank of Indonesia a ralenti sa dynamique de hausse des taux : après trois hausses consécutives lors du dernier trimestre de l'année 2022, elle les a augmentés uniquement de 25 points de base en janvier, portant le taux directeur à 5,75 %.

À **Fidji**, l'inflation a décéléré à +2,0 % en glissement annuel en mars 2023 (+3,6 % en décembre 2022). Portée par la hausse des prix des transports (+9,7 %), elle a été freinée par la baisse des prix des boissons alcoolisées et du tabac (-8,0 %), de l'éducation (-2,6 %).

Sources : FMI, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Reserve Bank of Australia, Bank of Indonesia, BPS, RBF, FBS.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Y. CARON – Responsable de la rédaction : J. CHARBONNEAU
Rédaction : D. CHATELAIN, A. HUC, D. TITO
Éditeur : IEOM